

# Charles-Édouard Sénac

Professeur des universités

Droit public

---

## COORDONNÉES PROFESSIONNELLES

---

*Courriel* : charles-edouard.senac@u-bordeaux.fr

*Adresse* : Université de Bordeaux - CERCCLÉ - Bureau 204

4, rue du Maréchal Joffre - CS 61752 - 33075 Bordeaux Cedex

---

## THÈMES DE RECHERCHE

---

- Démocratie, relations gouvernants/gouvernés, déontologie et transparence de la vie politique
- Théorie et pratiques de la justice constitutionnelle

---

## FONCTIONS DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

---

### **Professeur des universités en droit public, Université de Bordeaux (depuis 2018)**

Maître de conférences en droit public, Université de Picardie Jules Verne (2012-2018)

Chargé d'enseignements vacataire, Sciences-Po Paris (2011-2018)

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université d'Orléans (2011-2012).

Chargé d'enseignements vacataire, Universités Paris II, Versailles Saint-Quentin-en Yvelines et Évry Val d'Essonne (2010-2011).

Attaché temporaire d'enseignement et de recherche, Université Paris II (2007-2009)

Allocataire-moniteur, Université Paris II (2004-2007)

---

## AFFILIATIONS SCIENTIFIQUES

---

Centre d'Études et de Recherches Comparatives sur les Constitutions, les Libertés et l'État (CERCCLÉ) EA 7436 - Université de Bordeaux

Centre Universitaire de Recherches sur l'Action publique et le Politique, Épistémologie et Sciences Sociales (CURAPP ESS) UMR 7319 - Université de Picardie Jules Verne et CNRS

Association française de droit constitutionnel (AFDC)

Société française pour la philosophie et la théorie juridiques et politiques (SFPJ)

---

## PRIX ET DISTINCTIONS

---

Lauréat de la Fondation des Sciences sociales, promotion 2019 - « Crises de confiance ? »

Prix de thèse de l'Université Panthéon-Assas Paris II, 2010

---

## ORGANISATION DE MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

---

- L'exemplarité des gouvernants* (avec Olivier Beaud, Éric Buge et Cécile Guérin-Bargues), 10 février 2022, Université Paris II Panthéon Assas
- Conférence-débat à l'occasion du cinquantième de la décision *Liberté d'association* du Conseil constitutionnel, 30 septembre 2021, Université de Bordeaux
- La démocratie illibérale en droit constitutionnel* (avec Vanessa Barbé), colloque en ligne, 7 et 8 avril 2021, Université de Bordeaux et Université de Valenciennes, à paraître aux éditions Larcier
- Le Conseil constitutionnel et les représentants d'intérêt* (avec Bertrand-Léo Combrade et Maxence Christelle), colloque en ligne, 29 mars 2021, Université de Picardie Jules Verne
- La révocation populaire des élu-e-s*, colloque, 16 et 17 octobre 2019, Université de Bordeaux, à paraître aux Éditions Mare & Martin
- Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes », 27 mars 2019, Université de Bordeaux
- La vie privée des responsables publics*, colloque interdisciplinaire, 6 et 7 février 2019, Université de Picardie Jules Verne, à paraître aux Presses universitaires du Septentrion

---

## ANIMATION D'UN GROUPE DE RECHERCHE

---

- « Les Constitutions des États arabes : traductions, interprétations et analyses », codirection avec N. Abi Rached du programme de recherche internationale encadré par le CERCLE de l'Université de Bordeaux et le CEDROMA de l'Université Saint-Joseph de Beyrouth, janv. 2020-janv. 2023.
- « La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la techniques », codirection avec M. Christelle et B.-L. Combrade du projet de recherche QPC 2020 encadré par le CURAPP-ESS de l'UPJV et du CNRS, sept. 2018-juin 2020.

---

## PARTICIPATION À UN GROUPE DE TRAVAIL

---

- « Responsabilité(s) des décideurs publics face à la pandémie Covid-19 », dir. E. Bottini, groupe de travail franco-italien de l'Institut des études et de la recherche sur le droit et la justice, sept. 2022-sept. 2024.
- « La légitimité en finances publiques », dir. C. Husson-Rochcongar, groupe de travail de la Société Française de Finances Publiques (SFFP), mai 2018-déc. 2019.
- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé », dir. D. Piana et F. Moliné, Société de législation comparée, sept. 2016-sept. 2018.

---

## DIRECTION DE THÈSE

---

- M. Maxime Millon, *Les assemblées citoyennes. Étude comparée de la démocratie participative franco-irlandaise*, codir. Marie-Claire Ponthoreau, Université de Bordeaux, 2021-...
- M. Pierre-Louis Paillot, *Mutations et dynamiques de l'initiative parlementaire : étude de la vitalité démocratique du Parlement sous la Cinquième République*, codir. Ferdinand Mélin-Soucramanien, Université de Bordeaux, 2021-...
- Mme Elia Verdon, *La surveillance des populations par l'État : une étude de droit public et d'informatique*, codir. François Pellegrini, Université de Bordeaux, 2020-...

## TRAVAUX ET PUBLICATIONS

---

### 1) Droit constitutionnel institutionnel

#### *Direction d'ouvrages collectifs*

- *La démocratie illibérale en droit constitutionnel* (avec Vanessa Barbé et Bertrand-Léo Combrade), Éditions Larcier-Bruylant, coll. « À la croisée des droits », 2023.
- *La vie privée des responsables publics*, Villeneuve-d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, coll. « Paradoxa », 2023 (à paraître).
- *La révocation populaire des élus*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit public », 2022.

#### *Articles, chapitres et contributions*

- « V<sup>o</sup> Mandat », « V<sup>o</sup> Mandat impératif », « V<sup>o</sup> Révocation populaire », in Damien Connil, Priscilla Jensel-Monge et Audrey de Montis (dir.), Éditions Larcier-Bruylant, coll. « Études parlementaires » (à paraître).
- « Propos introductifs » (avec Vanessa Barbé et Bertrand-Léo Combrade), in Vanessa Barbé, Bertrand-Léo Combrade, Charles-Édouard Sénac (dir.) *La démocratie illibérale en droit constitutionnel*, Éditions Larcier-Bruylant, coll. « À la croisée des droits », 2023, p. 9-12.
- « La révocation populaire des élus. Anatomie d'une institution démocratique », in Tanguy Pasquier-Briand (dir.) *Spicilegium Juris Politici. Mélanges offerts à Philippe Lauvaux*, Paris, Éditions Panthéon-Assas, 2021, p. 777-795, [en ligne](#).
- « Le contrôle populaire des parlementaires en France et au Royaume-Uni : avancée démocratique ou virage populiste ? », in Aurélien Antoine, Andrew Blick, Géraldine Gadbin-George, Elizabeth Gibson-Morgan (dir.), *Les constitutions sous pressions : la France et le Royaume-Uni à l'ère du populisme et du Brexit*, Paris, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », 2021, p. 151-169.
- « Les limites au pouvoir de révision de la nouvelle Constitution tunisienne », *Revue Générale du Droit*, 2014, n° 14739, [en ligne](#).
- « La loi "reconnaisant" le vote blanc : l'art de prendre les électeurs pour des pions », *Revue générale du droit*, 2014, n° 14748, [en ligne](#).

#### *Communications suivies d'une publication*

- « Vers une fonctionnarisation du mandat parlementaire ? », in Jean-Philippe Ferreira, Pauline Gervier, Anna-Maria Lecis Cocco Ortu, Anna Neyrat, Sylvain Niquège (org.), *L'existence d'un droit administratif parlementaire : regards croisés*, Journée d'études décentralisée de l'AFDC, 25 novembre 2022, Université de Bordeaux.
- « Vie privée des gouvernants et exemplarité », in Olivier Beaud, Éric Buge, Cécile Guérin-Bargues, Charles-Édouard Sénac (dir.), *L'exemplarité des gouvernants*, Université Paris II Panthéon Assas, 10 février 2022, *Jus Politicum*, n° 28, août 2022, [en ligne](#).
- « Le contrôle populaire des élus », in Claudia Senik (dir.), *Crise(s) de confiance*, journée d'étude de la Fondation des Sciences sociales, Sciences Po Paris, 15 novembre 2019, Paris, *La Découverte*, coll. « Recherches », 2020, p. 56-72, [en ligne](#).

- « Données personnelles et transparence de la vie publique », in Emmanuel Netter (dir.), *Regards sur le nouveau droit des données personnelles*, 7 et 8 novembre 2016, Université de Picardie Jules Verne, Amiens, CEPISCA, coll. « Colloques », p. 317-341 ; *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2018 chron. n° 19, [en ligne](#).
- « Pouvoirs publics et loyauté », in Sébastien Ferrari et Sébastien Hourson (dir.), *La loyauté en droit public*, 19 octobre 2015, Université Paris Descartes, Fondation Varennes, coll. « Colloques & essais », 2018, p. 150-162, [en ligne](#).
- « Les enjeux constitutionnels de la transparence de la vie publique », in Guillaume Tusseau (dir.), *La déontologie publique : trajectoire et présence d'une notion ambiguë, I. La transparence : principe et limites*, 14 mai 2014, Sciences Po Paris, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2019, p. 197-228, [en ligne](#).

#### *Communications non publiées*

- « Veto populaire et justice constitutionnelle. Perspectives franco-américaines », in Antonin Geblat (org.), *Constitutionnalisme populaire et justice constitutionnelle*, Journée d'études, 5 janvier 2023, Université de Rouen.
- « Quel peuple pour le constitutionnalisme populaire? », in Thomas Acar et Antonin Gelblat (org.), *Le constitutionnalisme populaire*, Atelier des Deuxièmes rencontres de la SFPJ, 29 et 30 septembre 2022, Université de Toulouse 1 Capitole.
- « Populisme, démocratie et contrôle populaire des gouvernants », in Nathalie Blanc-Noël et Thibaut Dauphin (org.), *Vers un nouvel âge des extrêmes ? Populisme et transformations sociales*, 28 octobre 2021, Université de Bordeaux.
- « Le projet de réforme institutionnelle. Un Parlement affaibli ? », in Bertrand-Léo Combrade (org.), *Le projet de loi constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, responsable et efficace*, 5 juin 2018, Université de Picardie Jules Verne.
- « Le contrôle parlementaire du renseignement et de l'antiterrorisme », in Mouloud Boumghar et Lucie Delabie (org.), *État de droit et dispositifs juridiques relatifs à la lutte contre le terrorisme : la tension entre mesures exceptionnelles et droit commun*, 30 septembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

## **2) Justice constitutionnelle**

#### *Ouvrage*

- *L'office du juge constitutionnel. Étude du contrôle de constitutionnalité par les juridictions françaises*, Issy-les-Moulineaux, LGDJ Lextenso Éditions, coll. « Bibliothèque constitutionnelle et de science politique », vol. 145, 2015, 613 p.

#### *Articles, chapitres et contributions*

- « Y a-t-il encore place pour la découverte de nouveaux principes fondamentaux reconnus par les lois de la République ? », *Titre VII*, n° 8, avril 2022, [en ligne](#).
- « Légalité constitutionnelle et légitimité politique de la décision budgétaire. À propos du contrôle *a priori* des lois de finances initiales par le Conseil constitutionnel », in Céline Husson (dir.), *La légitimité en finances publiques*, Paris, Mare & Martin, coll. « Droit et gestions publiques », 2022, p. 387-401.

- « La QPC et les représentants d'intérêt : techniques d'influence et influences sur la technique » (avec Maxence Christelle et Bertrand-Léo Combrade), *Titre VII*, 2020, hors-série, [en ligne](#).
- « Le constat juridictionnel de l'abrogation implicite d'une loi par la Constitution », *Revue du droit public*, 2008, n° 4, p. 1081-1099.

#### *Communications suivies d'une publication*

- « Georges Vedel et le Conseil constitutionnel », in Samy Benzina et Julien Jeannenay (dir.), *La doctrine et le Conseil constitutionnel*, 11 et 12 mai 2023, colloque à l'Université de Strasbourg (à paraître).
- « Le Conseil constitutionnel selon Emmanuel Macron : la justice constitutionnelle au prisme du néolibéralisme » in Thibault Carrère, Elsa Kohlhauer, Raphaël Reneau (dir.), *Le droit constitutionnel à l'épreuve du quinquennat d'Emmanuel Macron*, 10 et 11 mars 2022, colloque à l'Université du Mans, Presses universitaires de Rennes (à paraître).
- « QPC et stratégie argumentative des groupes d'intérêt en matière d'interprétation constitutionnelle » (avec Maxence Christelle), in Patricia Rrapi (dir.) *Les interprétations concurrentes de la constitution*, 20 mai 2021, colloque en ligne, *La Revue des droits de l'homme*, n°21, 2022, [en ligne](#).
- « Le contrôle des lois pénales incriminant les abus de la liberté d'expression par le Conseil constitutionnel », communication au X<sup>ème</sup> Congrès français de droit constitutionnel, 22-24 juin 2017, Lille, *Revue des droits et libertés fondamentaux*, 2017 chron. n° 27, [en ligne](#).
- « La répression pénale des abus de la liberté d'expression devant le Conseil constitutionnel français », in Marie-Claude Najm Kobeh (dir.), *La liberté d'expression et ses juges : nouveaux enjeux, nouvelles perspectives*, colloque international 2 et 3 mars 2017, Université Saint-Joseph de Beyrouth, Éditions de l'USJ, 2018, p. 39-73.

#### *Communications non publiées*

- « Peut-on reconstruire la démocratie sans le peuple ? », in Laetitia Guerlain, Nader Hakim, Xavier Prévost (org.), *Lectures de ... La Cour constitutionnelle fédérale allemande. Reconstruire une démocratie par le droit (1945-1961) d'Aurore Gaillet*, 10 novembre 2022, Université de Bordeaux.
- « Propos introductifs : les noces d'or du droit constitutionnel des libertés », in Charles-Édouard Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du cinquantenaire de la décision Liberté d'association du Conseil constitutionnel*, 30 septembre 2021, Université de Bordeaux.

#### *Commentaires, notes, chroniques*

- « Saisine directe du Conseil constitutionnel d'une question prioritaire de constitutionnalité. Chronique sous Cons. const., 21 nov. 2014, n° 2014-440 QPC, M. Jean-Louis M. », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 16-17.
- « Cour de discipline budgétaire et financière. Chronique sous Cons. const., 24 oct. 2014, n° 2014-423 QPC, M. Stéphane R et a. », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence de question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 26 et 27 juin 2015, p. 17-18.
- « Le renouveau de la jurisprudence *État d'urgence en Nouvelle-Calédonie* », *Revue du droit public*, 2013, n° 6, p. 1453-1488.
- « Le Conseil constitutionnel pose une question préjudicielle à la Cour de Luxembourg, CC, déc. n° 2013-314P QPC, 4 avril 2013, M. Jeremy F. [Absence de recours en cas d'extension des effets du mandat d'arrêt

européen - question préjudicielle à la Cour de justice de l'Union européenne] », *Revue générale du droit*, 2013, n° 7288, [en ligne](#).

- « La recevabilité de la question prioritaire de constitutionnalité contre une loi du pays de Nouvelle-Calédonie : désaccords au Palais-Royal. Note sous CE, 11 avril 2012, Établissements Bargibant SA, n° 356339 et CC, 22 juin 2012, Établissement Bargibant SA, n° 2012-258 QPC », *Revue française de droit administratif*, 2012, n° 5, p. 977-990, [en ligne](#).
- « Chronique sous Cons. const., 18 juin 2012, n° 2012-254 QPC : Fédération de l'énergie et des mines - Force ouvrière FNEM FO (Régimes spéciaux de sécurité sociale) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 23 oct. 2012, p. 22.
- « Chronique sous Cons. const., 25 nov. 2011, n° 2011-199 QPC : M. Michel G. (Discipline des vétérinaires) », in Dominique Rousseau (dir.), « Chronique de jurisprudence - Question prioritaire de constitutionnalité », *Gazette du Palais*, 10 juin 2012, p. 18-19.
- « La censure d'une discrimination entre héritiers français et étrangers par le juge constitutionnel. Note sous Cons. const., 5 août 2011 (déc. n° 2011-159 QPC) », *Gazette du Palais*, 12 oct. 2011, p. 5-7.

### **3) Droit administratif et libertés publiques**

#### *Articles, chapitres et contributions*

- « La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux au Royaume-Uni » (avec Aurélie Duffy-Meunier et Sébastien Hourson), in Daniela Piana et François Molinié (dir.), *La lutte contre le terrorisme et les droits fondamentaux en droit comparé*, Société de législation comparée, coll. « Droit comparé et européen », vol. 30, 2018, p. 203-228.
- « Le droit à l'oubli en droit public », *Revue du droit public*, 2012, n° 4, p. 1157-1170
- « Le concept d'irresponsabilité de la puissance publique », *Revue française de droit administratif*, 2011, n° 6, p. 1198-1207, [en ligne](#).

#### *Communication suivie de publication*

- « L'ambivalence du double degré de juridiction en contentieux administratif », in Benjamin Defoort (dir.), *L'appel : regards croisés en procédures civile et administrative*, 5 octobre 2018, Université de Tours, Institut Francophone pour la Justice et la démocratie, coll. « Colloques & essais », 2020, p. 37-48.

#### *Communications non publiées*

- « L'impact sur la liberté d'expression de la lutte anti-terrorisme », in Daniela Piana et François Molinié (org.), *Lutte contre le terrorisme et droits fondamentaux en droit comparé*, 10 novembre 2017, Sciences Po Paris.
- « La liberté religieuse de l'usager du service public est-elle source de discriminations positives ? Le cas des menus confessionnels en prison », in C. Husson (org.), *État et religion. La souveraineté de l'individu face à l'État souverain*, 15 décembre 2016, Université de Picardie Jules Verne.

#### *Commentaires, notes, chroniques*

- « Le principe de laïcité comme PFRLR, Commentaire sous CE, 6 avril 2001, Syndicat national des enseignants du second degré, requête numéro 219379, requête numéro 221699, requête numéro 221700 : rec. p. 521. », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1868, [en ligne](#).

- « Conseil constitutionnel et réserves d'interprétation "par ricochet", Commentaire sous CE Sect., 22 juin 2007, Lesourd, requête numéro 288206 », *Revue générale du droit*, 2007, numéro 1861, [en ligne](#).
- « La technique d'interprétation conforme d'un texte de loi, Commentaire sous l'arrêt CE Ass., 14 décembre 2007, Département de la Charente Maritime, n°286891 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 186, [en ligne](#).
- « Ordonnances de l'article 38 et gouvernement titulaire de l'habilitation, Commentaire sous l'arrêt CE Sect. 5 mai 2006 Schmitt n° 282352 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1858, [en ligne](#).
- « Valeur et invocabilité de la Charte de l'environnement, Commentaire sous CE, 19 juin 2006, Association Eau et rivières de Bretagne, requête numéro 282456 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1851, [en ligne](#).
- « Régime des ordonnances non ratifiées, Conseil d'Etat, Ass., 11 décembre 2006, Conseil national de l'ordre des médecins, requête numéro 279517, requête numéro 283983, publié au recueil Lebon p. 510 », *Revue générale du droit*, 2008, numéro 1857, [en ligne](#).

#### **4) Philosophie et théorie du droit**

##### *Communications suivies d'une publication*

- « La théorie réaliste de l'interprétation est-elle une théorie anarchiste ? », in Chloé Bertrand, Raphaël Brett, Flore Pulliero, Noé Wagener (dir.) *Droit et anarchie*, 23 novembre 2012, Université Paris Sud, Paris, Éditions L'Harmattan, coll. « Presses universitaires de Sceaux », 2013, p. 103-118, [en ligne](#).
- « Les typologies de la recherche interdisciplinaire », in Eléonora Bottini, Pierre Brunet, Lionel Zevounou (dir.) *Usages de l'interdisciplinarité en droit*, 5 et 6 octobre 2011, Université Paris Ouest Nanterre La Défense, Nanterre, Presses Universitaires de Paris Ouest, coll. « Sciences juridiques et politiques », 2014, p. 19-33, [en ligne](#).

##### *Communications non publiées*

- « Propos introductifs : présentation d'un classique de la culture juridique », in Charles-Édouard Sénac (org.), *Conférence-débat à l'occasion du bicentenaire du discours de Benjamin Constant « De la liberté des Anciens comparée à celle des Modernes »*, 27 mars 2019, Université de Bordeaux.
- « "Quelle légitimité pour le Conseil constitutionnel ?" Interroger les discours », in Céline Husson-Rochcongar (org.), *La légitimité en finances publiques (I). L'hypothèse de la légitimité organique : qui a le « dernier mot » en matière financière ?*, 13 décembre 2018, Université de Picardie Jules Verne.

#### **5) Diffusion de la recherche**

- « L'exemplarité des gouvernants », interview par Willy Rovelli dans l'émission « On n'est pas à l'abri de faire une bonne émission », France Bleu, 16 mars 2022.
- Participation à une table-ronde de l'université d'été d'Anticor sur le thème « Résister à la corruption : quels contre-pouvoirs ? », 2 octobre 2021, Bordeaux.
- « Comment destituer nos Maires ? », interview par Manon Mercier, *France info TV*, 28 juin 2020, [en ligne](#).
- « Affaire Griveaux : le contrôle des responsables publics, et non le voyeurisme, doit orienter le regard du public », *Le Monde*, 18 février 2020, p. 27.

- « Élections municipales : condamnés aujourd'hui, élus demain ? », interview par Gilles Rof et Julie Carriat, *Le Monde.fr*, 26 novembre 2019.

---

### ACTIVITÉS D'ENSEIGNEMENT

---

#### ENSEIGNEMENTS ACTUELS :

Contentieux constitutionnel, *M2 droit public approfondi* et *M2 contentieux publics*, Université de Bordeaux  
Droit public, *Prépa ENM*, Institut d'Études Judiciaires de Bordeaux  
Droits constitutionnels européens (Royaume-Uni, Allemagne, Suisse, Italie), *L2 droit*, Université de Bordeaux  
Droit constitutionnel français, *L1 droit*, Université de Bordeaux  
Droit et grands enjeux du monde contemporain, *L1 droit*, Université de Bordeaux  
Histoire des idées politiques, *L1 droit*, Université de Bordeaux

#### ENSEIGNEMENTS PASSÉS :

Introduction au droit public américain, *L1 droit et langue*, Université de Bordeaux  
Droit et cultures, *L1 droit parcours droit international*, Université de Bordeaux  
Contentieux constitutionnel, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne  
Contentieux administratif, *M1 droit*, Université de Picardie Jules Verne  
Droit du service public, *M1 administration publique*, Université de Picardie Jules Verne  
Procédures administratives, *L2 droit*, Université de Picardie Jules Verne  
Droit constitutionnel, *L1 droit*, Université de Picardie Jules Verne  
Institutions politiques comparées, 1<sup>ère</sup> année, *Sciences Po Paris*

---

### AUTRES ACTIVITÉS PROFESSIONNELLES

---

Chargé de mission QPC, service juridique du Conseil constitutionnel, nov. 2010-déc. 2012  
Stagiaire, service de la documentation du Conseil constitutionnel (févr.-mars 2007 et juill.-août 2007).